

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative - place Bonet
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRIMETHANE EN OUCHE

La Maladrie
61300 Saint-Symphorien-Des-Bruyères

Références : 61-2024-001
Code AIOT : 0003901329

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement AGRIMETHANE EN OUCHE implanté La Maladrie 61300 Saint-Symphorien-des-Bruyères. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée notamment afin de vérifier les mesures mises en place suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/11/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIMETHANE EN OUCHE
- La Maladrie 61300 Saint-Symphorien-des-Bruyères
- Code AIOT : 0003901329
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le méthaniseur exploité par la société AGRIMETHANE EN OUCHE bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/04/2020. Sept aires de stockage déportées et un plan d'épandage d'environ 51 000 t/an de digestats sont associées au site. La capacité de traitement est de 134,3 t/j. Le site est soumis à la directive IED au titre de la rubrique 3552.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autosurveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article Page 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article Page 51	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Mesures olfactives	Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article Page 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	gestion des jus de silo	AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 1 (1/2)	Levée de mise en demeure
2	Format des silos	AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 1 (2/2)	Levée de mise en demeure
3	Mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. La mise en demeure avec mesures d'urgence du 17 novembre 2022 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion des jus de silo

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 1 (1/2)
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des jus de silo
Prescription contrôlée : La société AGRIMETHANE EN OUCHE [...] est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois les dispositions des articles suivants, au niveau de son établissement sis à SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES : - article « Gestion des eaux pluviales » page 22 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 : « Les eaux de lavage des véhicules sont collectées puis intégrées dans le process de méthanisation, tout comme les percolats des biofiltres de traitement de l'air vicié, les condensats de biogaz et les jus des silos ».
Constats : L'exploitant a confirmé que l'ensemble des eaux de lavage, percolats, condensats et jus de silos sont désormais intégrés dans le process de méthanisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Format des silos

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 1 (2/2)
Thème(s) : Risques chroniques, Format des silos
Prescription contrôlée : La société AGRIMETHANE EN OUCHE [...] est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois les dispositions des articles suivants, au niveau de son établissement sis à SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES : - article « Domaine d'application » page 2 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 : « [...] l'établissement comprenant les installations de méthanisation est composé : pour la réception et le stockage des matières à méthaniser : Plateforme extérieure de stockage (silos) - 4 731 m ² - Stockage de 3 m maximum soit 14 193 m ³ - ensilage de matières végétales et matières pâteuses
Constats : Lors de l'inspection, le respect du périmètre de stockage et de la hauteur maximale de stockage de 3 m a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : Article 2.1 : Condition de stockage dans les silos

Dans l'attente de la restauration de l'intégrité et de l'étanchéité des murs entourant les silos de stockage, les entreposages dans ces silos devront être modifiés dans un délai de deux semaines après notification du présent arrêté, de façon à ce qu'aucune matière ne repose contre les murs présentant des défauts de structure, et de façon à ce que le bas des tas de matières soit éloigné horizontalement d'au moins un mètre de ces murs. Toutes précautions devront être prises pour assurer la stabilité des murs pendant ces travaux.

Article 2.2 : Gestion des jus des silos

Dans l'attente de la restauration de l'intégrité et de l'étanchéité des murs entourant les silos de stockage, l'exploitant doit mettre en place un dispositif assurant l'absence de ruissellement des eaux issues des stockages vers le mur du fond, sur la paroi Nord-Est des silos.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les travaux réalisés afin de rétablir l'étanchéité des silos : les murs qui avaient été endommagés ont été totalement refaits, sur des fondations améliorées par la création de 110 micropieux. L'intérieur des murs est étanché par émulsion de bitume. Des drains dirigeant les éventuelles fuites vers le réseau de récupération des jus de silos ont été installés sur les faces internes et externes des murs. Suite à réception de ces travaux, l'exploitant a repris l'utilisation normale des silos d'entreposage de matières entrantes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Autosurveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article Page 52

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets d'eau

Prescription contrôlée :

Autosurveillance des eaux résiduaires

Deux fois par an, l'exploitant fait procéder, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux rejetées au milieu naturel (sortie du bassin d'eaux pluviales), selon les paramètres listés à l'article 2.4.4.12 (page 23)

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses sur les eaux rejetées au fossé de la RD12. Suite à l'inspection, par courriel du 18/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une commande au laboratoire AUREA pour la réalisation d'une analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous deux mois le résultat des analyses réalisées sur les eaux rejetées au fossé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article Page 51
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis suite à l'inspection un protocole détaillant les modalités et les fréquences d'analyses chimiques sur les rejets d'eau et bactériologiques sur les digestats produits. Le programme d'autosurveillance est incomplet, notamment sur les points suivants figurant à l'arrêté préfectoral d'autorisation : émissions atmosphériques, qualité du biogaz, niveaux sonores, odeurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le programme d'autosurveillance devra être complété, notamment sur les points suivants figurant à l'arrêté préfectoral d'autorisation : émissions atmosphériques, qualité du biogaz, niveaux sonores, odeurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mesures olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2020, article Page 15
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures olfactives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La concentration d'odeurs imputables à l'établissement au niveau des zones d'occupation humaine [...] ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 % [...].</p> <p>Afin de vérifier le respect de ces valeurs, des mesures de débit d'odeur sont réalisées pour chaque émissaire olfactif dans les 18 mois suivant la mise en service de l'unité de méthanisation, selon la norme NF EN 13725. Une étude de dispersion atmosphérique est élaborée par un organisme compétent à l'occasion de cette campagne de mesures. Les résultats des mesures et de l'étude</p>

sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Parallèlement, avant la mise en service de l'installation de méthanisation et dans un délai de 12 mois après la mise en service, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement immédiat selon la méthode du jury de nez. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Suite à ces dispositions initiales, l'étude de dispersion atmosphérique est actualisée tous les 5 ans, sur la base de nouvelles mesures de débits d'odeur réalisées à cette même fréquence. Ces fréquences sont susceptibles d'évoluer suivant les résultats des mesures de débit d'odeur et de l'étude de dispersion atmosphérique.

Constats :

L'exploitant a transmis un état initial odeurs, réalisé par IRH au 03/08/2022. Le site n'avait pas démarré l'activité de méthanisation à cette date, mais des entreposages significatifs de matières premières étaient déjà effectués. Des odeurs de type « végétation », « fumier » ou « ensilage » ont été perçues aux limites de site, à des intensités moyennes. Les odeurs perçues dans l'environnement plus lointain du site sont majoritairement liées aux activités agricoles environnantes (végétation, terre, fumier, paille...).

L'exploitant n'a pas réalisé de nouvel état des odeurs perçues dans les 12 mois après la mise en service, ni d'évaluation des débits d'odeurs aux émissaires, ni d'actualisation de l'étude de dispersion atmosphérique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser un nouvel état des odeurs perçues (prescrit dans les 12 mois après la mise en service du site), réaliser l'évaluation des débits d'odeurs aux émissaires, et actualiser l'étude de dispersion atmosphérique à partir des résultats des deux premières études.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois